# Les lieux de la crise

**Noureddine El AOUFI**

Les textes sur la crise au Maroc sont aujourd'hui légion. Mais dispersés aux quatre vents. Ils se présentent la plupart du temps sous forme de rapports, d'études, d'articles de journaux. Il n'existe pas encore un seul travail de recherche pointue et d'envergure sur la question devenue une «question chewing-gum» dans toutes les bouches.

On précisera ici un point de méthode. L'analyse de la crise reste en surplomb par rapport à l'objet si elle s'arrête aux phénomènes de surface, aux relations extérieures. Il est, par conséquent, essentiel qu'elle traverse les manifestations et les mécanismes, pénètre les lois de développement et borne la crise, précise son espace et son lieu. Or, on constate, à la lecture des textes consacrés à la crise des dernières années au Maroc, que de multiples lieux peuvent être considérés, suivant l'angle d'observation. Les lieux semblent parfois amalgamés et superposés. Il faut dire que le dévergondage méthodologique s'explique davantage par l'opacité et la fluidité du phénomène.

L'objet de cet article est de repérer, dans le discours, les divers lieux qui portent la crise. Il s'agit, dans le même mouvement, de souligner les lignes qui séparent les relations internes des relations externes et, en définitive, de montrer que **le lieu central de la crise se situe dans la production.**

## 1 — La crise, c'est les autres

La crise est une catégorie double dans le discours officiel. Elle est d'abord financière. Elle se caractérise et s'explique, à la fois, par le déficit du budget et de la balance des paiements. L'entrelacement de la cause, de la nature et de l'effet est tellement inextricable... Elle est ensuite internationale, c'est-à-dire émanée des pays industrialisés. La crise, c'est les autres. Cette figure sartrienne fonctionne comme illusion. Chez R.Girard (1982) le bouc émissaire est désigné à la violence collective. Sa persécution contribue à la recomposition du lien social.

Deux lieux de la crise, donc, en un seul : la circulation des marchandises et de la monnaie. On reconnaît, bien sûr, que la crise financière internationale (relations externes) tend à rogner les structures réelles (relations internes), mais on établit que la racine est dans le marché (déséquilibre entre offre et demande) et dans les relations entre le Nord et le Sud (problème de l'endettement).

Sur un autre niveau, la solution à la crise ne passe pas, comme on doit s'y attendre, par une déconnexion par rapport à l'ordre économique international, inique, féroce et «mal foutu», qui instille la crise de manière implacable. La logique de l'analyse commande en effet une telle déconnexion.

(Dans **Le bouc émissaire** de Girard, le processus victimaire s'accomplit totalement, jusqu'au bout. Le cycle se termine par la violence rituelle).

Dans le discours officiel, la crise vient de l'extérieur, la solution également. Mais on demande aux organismes financiers internationaux (F.M.I. et Banque Mondiale) de prendre en considération certains éléments de la crise (envol du dollar et des taux d'intérêt américains) et, surtout, de tenir compte des tourmentes sociales et des frémissements politiques. L'ajustement ne doit pas engendrer la déchirure et le chambardement. Ne demandez pas trop, car c'est tout le système qui risque de crouler urbi et orbi. Tous dans le même bateau qui chavire. Ecoutez la sagesse du conte : l'emprunteur ne trouvant guère le sommeil, décide sur un conseil de son épouse de dire la vérité à son créancier : il ne pourra demain le rembourser. Du coup c'est le créancier qui a, à son tour, une insomnie...

Bien entendu, cette «sortie» est faite en privé, un susurrement à voix basse. C'est le non-dit du discours. Ce n'est point son impensé.

### 2 — Le discours critique à côté de la crise

Le discours critique est très ample sur la question. C'est un discours à têtes multiples.

— La crise prend racine dans les rapports asymétriques entre Centre et Périphérie.

Plusieurs variations sur ce thème : les classiques (impérialisme, échange inégal, dépendance etc) et les modernes (endettement, politiques d'ajustement et recommandations du F.M.I. et de la Banque Mondiale). Aux extrémités de l'énonciation, on retrouve le discours officiel.

Le discours critique ne se place pas, ici, face à la crise, mais à côté. Nettement à l'extérieur du lieu focal.

Bien entendu, l'impérialisme n'est ni une galéjade ni une subtilité théorique captieuse. C'est un mécanisme réel. De même les «émeutes de la faim» ne sont pas des jeux d'enfants mais des lames de fond provoquées, de façon directe et instantanée, par la violence des programmes du F.M.I.

Le problème n'est pas là. Le F.M.I. n'a pas créé la crise, il l'a enfourchée pour imposer un modèle d'équilibre qui lui permet de rentrer dans son argent et de réaliser quelques bénéfices. Rien de moins. Evidemment, l'équilibre économique peut, bon an mal an, être rétabli à terme. C'est le côté jardin. Côté cour : déséquilibres sociaux et beaucoup d'autres ravages. La crise ne peut être culbutée par les méthodes forcenées du F.M.I. parce que, tout simplement, elle est ailleurs.

— Ailleurs, c'est-à-dire à l'intérieur, dans le noeud des structures locales, lesquelles s'incrustent, en synchronie comme en diachronie, dans le sous-développement (pour aller vite. Imaginez toutes les représentations, tous les schémas symboliques. tous les mythes). La crise, dites-vous ? Cherchez plutôt au chapitre sous-développement.

Mais il arrive que le discours puisse être quelque peu moins enveloppant et descende de la généralité pour aller à la réalité. La réalité, c'est le capitalisme. Deux métaphores principales sont utilisées (1). D'abord la métaphore du capitalisme à deux vitesses, segmenté en deux espaces : un espace d'accumulation productive, faible et rétréci (il correspond en gros à l'industrie de transformation qui produit pour le marché local) et un espace d'accumulation improductive, large et prospère (spéculation, consommation de luxe, tertiaire). La crise, dans cette première métaphore, a pour cause la vitalité et l'arborescence du second et, symétriquement, l'atonie et l'entropie du premier.

Ensuite, (deuxième métaphore empruntée à S. Amin, 1972) : l'articulation principale au Maroc est celle qui relie le secteur d'exportation au secteur de consommation de luxe. Elle s'oppose à l'articulation déterminante (caractéristique des économies du centre) qui enchaîne le secteur de biens de production au secteur de consommation de masse. Selon cette deuxième métaphore, la crise se niche dans l'extraversion de l'économie marocaine.

Les deux métaphores sont pertinentes. Elles se portent, cependant, loin des lieux de la crise. Demeure à la clé un flou épais et pour celui qui n'a pas l'esprit à voler haut, la crise n'est toujours pas cernée, épinglée.

### 3 — Le problème n°1 est plus un problème de répartition que de production

H. El Halki est, dans le microcosme universitaire, un trouble-fête et un «remue-méninges». Il se prend, de temps à autre, mais sans mauvaise grâce, à flageller le confort et la satisfaction, à heurter le «prêt-à-penser». Il dérouille et tire du repos. Ça fait du bien. Dans un article sec, tonique et piquant (1985) il arrache le débat sur la crise à la polémique, à la guéguerre et à la

(1) Ces deux métaphores à l'œuvre dans la plupart des travaux universitaires, ne sont pas exclusives l'une de l'autre. En général, elles sont utilisées séparément.

dégénérescence et tente de le remettre d'aplomb, de redéfinir ses bases et ses enjeux. Pour ce qui concerne l'objet de cet article (les lieux de la crise), on retiendra cette idée écrite en gras, bien soulignée : «Le problème n°1 est plus un problème de répartition que de production» (2). En d'autres termes, il y a crise parce que, à la base, le surplus créé - qui n'est pas, du reste, particulièrement insuffisant (3) est inégalement partagé : «le modèle de répartition tel qu'il fonctionne, bloque la croissance et favorise la désaccumulation». On peut nuancer et baser l'argumentation de l'auteur à l'intérieur de la totalité de ses écrits et recherches, afin de ne pas tronquer l'unité d'un discours sur la crise qui s'ordonne autour de l'idée épaisse mais très plastique suivante : la crise est structurelle. La structure est, ici, double :

— Structure de temps : la crise s'installe dans la durée et s'étire dans le temps historique. Les racines plongent dans la passé, les décisions du présent enchâssent la crise dans les profondeurs et préfigurent l'implosion et l'involution.

— Structure d'espace : la crise est générale, coextensive à l'ensemble de la société civile et de l'économie.

Mais une fois le problème posé, pour ainsi dire dans ses déterminations structurelles, l'analyse semble glisser à l'intérieur d'une séquence restreinte, extérieure et déterminée de la structure, à l'exclusion des autres : la répartition. On peut, d'entrée, penser que c'est polémique. Il faut en effet, pour obtenir la rectitude du bâton, le tordre dans l'autre sens. Possible. Mais l'argument que la crise émane de la répartition n'est pas seul symétrique de l'argument que la crise est transmise par les turbulences des économies industrialisées. En fait, au delà de l'escarmouche et de la guerre tribale, il y a dans les analyses générales de H. El Malki (1978, 1980, 1983) une focalisation sur la sphère de la répartition. C'est une position théorique claire et nette. Un seul exemple : l'accumulation productive demeure faible parce que la bourgeoisie — qui, ce faisant, cesse d'être bourgeoise — **mange le surplus** au lieu de le réinvestir. Ce comportement contraire, selon l'auteur, à la raison économique est consubstantiel à la bourgeoisie périphérique, et appartient inséparablement au faisceau des déterminations structurelles. On peut pousser plus loin le bouchon : «une répartition des revenus conforme à l'impératif d'un développement global et généralisé» conduit inexorablement, compte tenu des tropismes «non-bourgeois» de la bourgeoisie, à une ponction sur les «valeurs en procès» (Marx), c'est-à-dire sur le profit affecté à l'investissement. Non point sur la consommation et les gaspillages.

Ainsi donc pour H. El Malki, le problème et la solution de la crise se lovent dans la répartition.

---

(2) Les citations non précisées de ce paragraphe renvoient toutes à H. El Malki (1985).

(3) L'auteur cite à l'appui de cette idée un de ses premiers travaux (1978) et A. Belal (1968).

## 4 — Keynes entre deux crises.

La répartition, comme l'accumulation, est constitutive de l'objet de l'Economique. Dans les manuels, le chapitre de la répartition est exposé après celui de la production. L'analyse économique procède, dans un cas, par distinction et séparation. La répartition est perçue comme procès autonome ou parallèle à la production. Dans un autre cas, elle est considérée dans l'enchevêtrement et en liaison avec le procès de production. Dans ce deuxième cas, l'analyse peut privilégier l'angle de la répartition par rapport à celui de la production.

De manière schématique, on établit que l'angle de la répartition (macroéconomique) est dominant dans la **Théorie générale** de Keynes. En effet, celui-ci souligne que la structure de répartition est déterminante dans la dynamique du Capitalisme et pose l'enchaînement suivant : le salaire détermine la masse salariale qui détermine la demande qui détermine la production qui détermine l'emploi.

Et dans la mesure où la crise (de 1929) est une crise de surproduction (un excès de l'offre sur la demande sociale), la solution coule de source : agir sur la demande. Keynes a vu juste. La régulation keynésienne (indexation du salaire nominal sur les prix et la productivité, salaire indirect, négociations collectives etc) en codifiant un rapport salarial monopoliste et rigide contribue aux «trente glorieuses» (J. Fourastié 1979) c'est-à-dire à la grande prospérité des années 1945-75.

Mais, avec la crise actuelle, le régime d'accumulation intensive arrive au bout du rouleau. Il se grippe. Résultat majeur : baisse des gains de productivité. Du coup, la progression du revenu salarial se trouve stoppée et se coule dans un enchaînement de régressions qui provoque le chancellement du mode de régulation keynésien (4).

Aux U.S.A., le virage pris par Reagan fut un virage en épingles à cheveux. Economie de l'offre contre économie de la demande. Etat néant contre Etat géant. Libéralisme intégral et la cavalcade des dénationalisations, déréglementations, dérégulations etc (5). En France socialiste, Keynes ressuscite surtout dans la phase «d'audace» (1981-1983). Mais la «relance par la demande» ne produit pas les effets attendus et «l'audace» fait basculer dans «l'enlisement» (3). Les causes de l'échec sont multiples. La baisse des gains de productivité ne peut autoriser la même partition profits/salaires. Les salaires

(4) Il s'agit ici de conclusions extrêmement ramassées. qui renvoient le nom de théorie de la régulation, développée, pour l'essentiel, par M. Agliett A. (1976), R.Boyer, J. Mistral (1978), Lipietz (1979) etc.

(5) Reagan n'a pas pu, en fin de compte, empêcher le déficit budgétaire s'approfondir la politique de l'offre a réduit les impôts, non les dépenses. Sur cette question cf. R.Boyer et J.Mistral (1984).

(en volume) doivent faire (provisoirment) les frais puisque, selon le théorème de Schmidt, les profits d'aujourd'hui font les investissements de demain qui font les emplois d'après-demain. La logique de la rigueur l'emporte, en fin de compte, sur celle de la relance et l'Etat (socialiste) accepte, à partir de 1983, le principe de la «flexibilité» (licenciements en particulier). Les vaches maigres, donc, après les vaches (de l'état de) grâce, selon la jolie formule de Frédéric Bricnet (1985). Le sens de la rectification est clair : la crise est une crise de régime d'accumulation c'est-à-dire de production. Il faut plus d'audace : changer les conditions de production et, en concomitance, mettre en place de nouvelles relations sociales et de travail. C'est le moyen, dicté par la crise, de rétablir la croissance et de promouvoir une nouvelle productivité.

L'idée que le point nodal du capitalisme est la répartition se trouve également chez Proudhon (1809-1865), Saint-Simon (1760-1825) et les «économistes romantiques» (Lénine) qui inspirent les «libéraux-libertaires» et les «Saint-Simoniens» d'aujourd'hui (6). Inférence : le capitalisme peut se transmuer en socialisme par la vertu magique de la redistribution (du capital, du pouvoir etc.), toutes choses étant égales d'ailleurs, c'est-à-dire sans que soit écornée la propriété privée des moyens de production.

L'utopie des «socialistes utopiques» est restée en rade depuis Marx.

### 5 — Marx : la crise au «foyer»

Marx a montré avec une savoureuse dialectique que le capitalisme peut se métamorphoser, à l'infini, en capitalisme si le noyau dur que constitue le procès de travail ne se trouve pas corrodé et écroulé.

Selon Marx, en effet, les invariants du capitalisme sont enfouis de façon imprescriptible dans la production. La répartition est un procès induit, dérivé, placé dans le capitalisme classique en aval du procès de production, en connexion directe avec lui : on ne peut répartir qu'une fois la production réalisée.

## PRODUCTION → REPARTITION

Dans le capitalisme d'aujourd'hui la répartition se trouve en amont et en aval, découplée de la production, grâce au crédit qui permet une prévalidation de la production, une distribution des revenus anticipant les gains de productivité (la mensualisation) (7).

(6) cf. A.Lipietz (1984).

(7) Sur les thèses de ces deux courants très francais cf. notamment P.ROSANVALLON (1983); M.GALLO (1984), A.MINC (1984).

REPARTITION ← PRODUCTION → REPARTITION

C'est cette autonomisation (relative) des relations propres à la répartition (à la circulation de manière plus large) par rapport aux relations propres à la production qui donne l'illusion que le problème est un problème de répartition et non de production.

Pour Marx, la crise est sous-jacente aux rapports sociaux, logée dans le «foyer» de la production. Mais elle explose à la surface, dans le procès de circulation et elle apparaît comme une «scission entre la vente et l'achat», entre la production et la consommation (8). et Lénine d'ajouter, puisque la crise se noue dans le procès de production, elle doit trouver sa solution «justement dans les conditions de production» (9).

En somme, lorsqu'on se place au niveau du procès d'ensemble de production capitaliste, la crise est repérable dans deux lieux distincts mais en relation **tropique :**
Lieu 1 : Production. Baisse des taux de profit (épuisement des conditions de production).
Lieu 2 : Circulation. Rupture de la relation production/réalisation (problème de répartition, faiblesse de la demande sociale).
Marx attribue la primauté au lieu 1. L'explication «marxiste» qui privilégie le lieu 2 est un dérapage en direction de l'économie «vulgaire» qui se fonde, dans sa méthode, sur les lois externes (fétichistes et fantasmagoriques) de l'économie capitaliste.

### 6 — Le lieu et le chemin

Compte tenu de ce qui précède, le problème, au Maroc, est plus un problème de production que de répartition. C'est ici le cœur du lien social, le rapport fondamental, la substance qui détermine la forme. C'est aussi l'espace d'«accumulation progressive des divergences» (Marx), le lieu générique de la crise.

Mais il y a là toute une batterie de questions (d'interpellations de la recherche) : Comment fonctionne le procès de production, abstraitement (c'est-à-dire dans sa moyenne idéale) et concrètement (compte tenu des écarts entre branches, secteurs, sections) ?

(8) Cf. A.Lipietz (1983)

(9) Le statut de la crise est porté par Marx dans **le Capital** à son plus haut point. Une heuristique. La crise a un rôle de démonstration du «mouvement contradictoire de la société capitaliste». Qui plus est, «par l'universalité de son champ d'action et l'intensité de ses effets, elle va faire entrer la dialectique dans la tête même des triporteurs qui ont poussé comme champignons dans le nouveau Saint-Empire prusso-allemand», K.Marx, **le Capital**, livre I, Tome 1, Post-face de la 2e édition allemande, Ed. sociales, Paris, pp. 29-30.

Pourquoi les conditions de production prévalentes dans l'industrie conduisent à la crise via «l'accumulation progressive des divergences» mais la crise, en retour, ne modifie pas les conditions ?

Dans quels interstices (économiques, sociaux, politiques) se cachent les blocages et les difficultés qui empêchent de s'opérer les grandes modification ? Quels effets ponctuels produisent ces conditions sur la productivité ?

Ces questions sont essentielles pour saisir les lois de développement de la crise. Examinons la dernière. L'indécidable débat sur le secteur public se circonscrit autour d'un problème, celui de la rentabilité qui renvoie à la productivité qui renvoie aux conditions de production.

On peut s'arc-bouter sur les déterminants généraux, apparents (enfoncer le bouc émissaire) : les hommes qui sont mauvais gestionnaires, incompétents et corrompus, la nature défectueuse du secteur public, l'Etat et tutti quanti. Il y a un déterminant ponctuel situé dans **l'antre de la production,** c'est-à-dire le procès de travail, qui n'affleure presque jamais dans le discours : La productivité composante essentielle de la rentabilité et pivot sur lequel repose le rapport salarial. Cette productivité se caractérise, au Maroc, par sa faiblesse. Dans le secteur public, mais aussi dans le secteur privé. Combien, pourquoi et comment ? C'est ici le chemin vers le lieu (déterminant) puis les lieux (surdéterminants) de la crise.

**Références :**


AGLIETTA M. (1976), **Régulation et crise du capitalisme,** Calmann-Lévy, Paris.

AMIN S. (1972), «Le modèle théorique d'accumulation et de développement dans le monde contemporain. Cadre théorique de la problématique de transition», Revue Tiers-monde, n°52.

BELAL A. (1968), **L'investissement au Maroc (1912-1964) et ses enseignements en matière de développement économique,** Mouton, Paris. Réédité en 1976 aux Ed. Maghrébines, Casablanca.

BOYER R.et MISTRAL J. (1978), **Accumulation, inflation, crise,** P.U.F., Paris.

BOYER R. et MISTRAL J. (1984), «Entre l'Etat et le marché. Conjuguer l'économique et le social», Esprit, Janvier, pp.109-128

BRICNET F. (1985), «Virages et dérapages de la politique industrielle», Critiques de l'Economie politique, n°30, Janvier - Mars, pp. 49-68.


---

(10) Lénine, «Pour caractériser le Romantisme économique», œuvres, T.2, Ed. Sociales, Paris et Ed. du Progrès, Moscou (Chapitre premier, VII : la Crise), p.165.

EL MALKI H. (1978), **Surplus économique et développement. Le cas marocain,** Cujas, Paris.

EL MALKI H. (1980), «Capitalisme d'Etat, Développement de la bourgeoisie et problématique de la transition. Le cas du Maroc», Revue Juridique, Politique et Economique du Maroc, n°8 (spécial), 2e trimestre, pp. 207-228.

EL MALKI H. (1983), **Au-delà des chiffres, quel développement ?,** Ed. Maghrébines, Casablanca.

EL MALKI H. (1985), «Le discours économique critique face à la crise», Lamalif, n°163, Février.

FOURASTIE J. (1979), **Les trente glorieuses,** Fayard, Paris.

GALLO M. (1984), **La troisième alliance,** Fayard, Paris.

GIRARD R. (1982), **Le bouc émissaire,** Grasset, Paris.

LIPIETZ A. (1979), **Crise et inflation : pourquoi ?,** Maspéro, Paris.

LIPIETZ A. (1983), **Le monde enchanté,** la Découverte, Paris.

LIPIETZ A. (1984), **L'audace ou l'enlisement,** la Découverte, Paris.

MINC A. (1984), **L'avenir en face,** Seuil, Paris.

ROSANVALLON P. (1983), **Misère de l'économie,** Seuil, Paris.